

3. Dossier : Perspectives économiques régionales 2010-2016¹⁶

3.1. Introduction

Les résultats des dernières perspectives économiques régionales portant sur la période 2010-2016 ont été publiés fin juin 2011¹⁷. Sous la coordination du Bureau fédéral du Plan (BfP), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) collabore depuis six ans avec ses homologues flamand et wallon au développement du modèle HERMREG qui permet d'établir ces projections. Il s'agit d'un modèle multirégional et multisectoriel basé sur une approche macroéconométrique de type «top down». Les projections régionales ainsi obtenues sont totalement cohérentes avec les résultats des perspectives économiques nationales issues du modèle HERMES, présentées par le BfP en mai 2011. Elles intègrent donc les informations connues à cette date¹⁸. La modélisation de HERMREG fait intervenir différents modules, notamment pour les variables démographiques, les agrégats macroéconomiques, ceux du marché du travail ou encore des comptes des revenus des ménages. Les projections reposent sur les données de la comptabilité

régionale publiées par l'Institut des Comptes Nationaux et disponibles pour la période 1995-2009 (2008 pour certaines variables).

Ce dossier présente les principaux résultats des perspectives économiques régionales 2010-2016 en accordant une attention particulière à la Région de Bruxelles-Capitale et en apportant certains éclairages supplémentaires. Avec la possibilité de prendre désormais un peu de recul, les nouvelles projections permettent notamment de mettre en lumière les effets permanents ou non de la crise sur l'activité économique bruxelloise.

La section suivante est consacrée aux évolutions macroéconomiques et sectorielles, au niveau de l'ensemble du Royaume d'abord et de Bruxelles ensuite. Les projections relatives aux comptes des ménages belges et bruxellois sont analysées à la dernière section de ce dossier.

3.2. Évolutions macroéconomiques et sectorielles

• Contexte national

Le scénario de référence retenu au niveau national repose sur une sortie rapide de la période de crise (dès la mi-2009) mais avec une reprise relativement modérée de la croissance de l'économie belge. Après une progression de 2,1 % en 2010 sous l'impulsion de la conjoncture internationale redevenue positive, le PIB national en volume devrait augmenter de 2,2 % en 2011 et 2012, davantage soutenu par le redressement de la demande intérieure (tableau 4). Ce rythme se maintiendrait en moyenne durant la deuxième partie de la période de projection.

En termes de branches d'activité, la production de l'industrie manufacturière en grande partie destinée à l'exportation a profité de la reprise du commerce international en 2010, en particulier du côté des biens intermédiaires (+6,1 %) et d'équipement (+5 %). Pour la même année, les services marchands dans leur ensemble ont enregistré une croissance de la valeur ajoutée nettement moins élevée par rapport aux branches de produits manufacturiers, à l'exception notable du commerce et de l'horeca (+3,2 %). Dans la construction, l'évolution est restée légèrement négative en 2010 (-0,4 %) après une année 2009 déjà difficile.

¹⁶ Le présent dossier a été réalisé par Pierre-François Michiels, expert à l'IBSA.

¹⁷ Le lecteur intéressé trouvera le rapport complet ainsi que les annexes statistiques sur le site de l'IBSA (<http://www.bruxelles.irisnet.be/a-propos-de-la-region/etudes-et-statistiques/publications/perspectives-economiques-regionales-le-projet-hermreg>).

¹⁸ Le Bureau fédéral du Plan a procédé en septembre 2011 à une révision des perspectives nationales dans le cadre des prévisions économiques réalisées pour le budget économique, ce qui devrait modifier les projections régionales à venir.

À la faveur du rebond de la demande intérieure en 2011 et 2012, la croissance de la valeur ajoutée dans les services marchands et la construction se renforcerait alors qu'à l'inverse, les industries manufacturières connaîtraient un ralentissement. Avec des taux moyens proches des 3 % sur la période 2013-2016, ce sont les branches de la santé et de l'action sociale ainsi que des autres services marchands qui contribueraient en grande partie à la croissance du PIB national à moyen terme. Bien que moins dynamique, le secteur du commerce et l'horeca resterait toutefois un contributeur important à l'activité économique du pays. Globalement, le poids des services marchands continuerait à augmenter durant la période de projection, passant de 63 % en 2010 à 64,5 % en 2016 et confirmant ainsi la tendance de fond vers la tertiarisation de l'économie belge.

Sur le plan de l'emploi, le tableau 4 montre que la baisse limitée observée en 2009 a été suivie en 2010 par un retour rapide à une évolution positive des créations d'emplois. Le redressement des embauches dans les services marchands (+46 000 unités) a en effet permis de compenser le déclin structurel continu de l'emploi manufacturier (-20 000). Les branches de la santé et de l'action sociale ainsi que des autres services marchands se montrent à nouveau les plus dynamiques en matière de contribution à la croissance de l'emploi. À moyen terme, celle-ci devrait se maintenir à un rythme annuel de 1 %, si bien que l'emploi total du Royaume progresserait d'environ 48 000 unités par année sur l'ensemble de la période de projection. Le taux d'emploi remonterait de 63,4 % en 2010 à 65,6 % en 2016 tandis que le taux de chômage passerait de 12,6 % à 11 % dans le même intervalle.

TABLEAU 4 : Principaux résultats macroéconomiques de la projection nationale

					Moyennes	
	2009	2010	2011	2012	2010-2016	2013-2016
PIB en volume (croissance en %)	-2,8	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Indice des prix à la consommation (croissance en %)	-0,1	2,2	3,5	2,0	2,3	2,0
Emploi intérieur total (en milliers) (1)	4 438,0	4 466,7	4 509,6	4 554,7	4 605,6	4 748,3
Emploi intérieur total (croissance en %)	-0,4	0,6	1,0	1,0	1,0	1,0
Chômage, définition BfP (en milliers) (1) (2)	645,7	653,7	646,0	643,1	630,6	596,0
Taux de chômage, définition BfP (1) (2)	12,5	12,6	12,3	12,2	11,9	11,0
Taux d'emploi, définition BfP (1) (2)	63,4	63,4	63,6	64,0	64,4	65,6
Productivité réelle par tête (croissance en %) (3)	-2,7	1,2	1,1	1,0	1,1	1,1
Coût salarial réel par tête (croissance en %) (4)	2,0	-1,4	-0,1	0,8	0,8	1,5

(1) La valeur en fin de période, soit 2016, est présentée dans la colonne 2013-2016.

(2) Cf. glossaire.

(3) Branches d'activité marchande uniquement.

(4) Coût salarial dans les branches d'activité marchande avant déduction des subventions salariales.

Source : HERMREG

• Résultats macroéconomiques pour la Région de Bruxelles-Capitale

Les nouvelles projections régionales s'inscrivent dans le contexte de sortie de crise retenu dans le scénario de référence national caractérisé par un retour à une croissance modérée. Dans ce cadre, les résultats indiquent que Bruxelles aurait légèrement moins profité du rebond conjoncturel international que les deux autres régions, avec une progression de son **PIB en volume** de 1,9 % en 2010, contre 2 % et 2,2 % respectivement au Sud et au Nord du pays (tableau 5). À l'inverse en 2009, la Capitale avait affiché une meilleure résistance au plus fort de la récession, limitant le repli de son PIB à -0,3 %

(-2,8 % à l'échelle du Royaume). Dans les deux cas, ces évolutions s'expliquent par la structure d'activité économique bruxelloise davantage orientée vers le secteur tertiaire et où l'industrie manufacturière ne représente plus qu'environ 5 % de la valeur ajoutée totale. De ce fait, la Région est moins exposée aux chocs qui ont affecté les échanges commerciaux à travers le monde. En parallèle, elle a pu s'appuyer sur les performances particulièrement dynamiques de la branche des autres services marchands qui représente plus d'un quart de la valeur ajoutée bruxelloise.

TABLEAU 5 : Principaux résultats macroéconomiques pour la Région de Bruxelles-Capitale

					Moyennes			
	2009	2010	2011	2012	1996-2002	2003-2009	2010-2016	2013-2016
PIB en volume (1)	-0,3	1,9	2,1	2,3	2,8	1,3	2,1	2,1
Valeur ajoutée brute en volume (1)	-0,5	1,7	1,9	2,3	2,7	1,3	2,1	2,2
Formation brute de capital fixe en volume (1) (2)	-2,8	-1,4	0,3	3,5	3,9	1,6	1,7	2,5
Productivité réelle par tête (branches d'activité marchande) (1)	-0,9	1,3	1,2	1,2	2,0	0,9	1,1	1,0
Coût salarial réel par tête (branches d'activité marchande) (1) (3)	1,6	-2,6	-0,7	0,5	1,5	-0,3	0,4	1,4
Emploi intérieur								
<i>Emploi intérieur total (en milliers) (4)</i>	674,2	677,5	682,5	689,3	631,1	663,7	697,3	718,5
<i>Différence (en milliers)</i>	1,2	3,3	5,0	6,8	5,5	3,4	6,3	7,3
<i>Variation (en %)</i>	0,2	0,5	0,7	1,0	0,9	0,5	0,9	1,0
Taux d'emploi, définition BfP (4) (5)	58,6	58,2	58,1	58,2	57,3	59,3	58,6	59,3
Chômage								
<i>Chômage, définition BfP (en milliers) (4) (5)</i>	109,3	115,8	117,9	119,1	88,7	105,2	118,2	117,5
<i>Demandeurs d'emploi (en milliers) (4)</i>	99,3	106,3	108,6	109,8	74,7	92,9	108,5	107,0
<i>Taux de chômage, définition BfP (4) (5)</i>	20,5	21,2	21,2	21,1	19,8	20,6	20,6	19,5
<i>Taux de chômage, hors chômeurs âgés (4)</i>	19,0	19,8	19,9	19,7	17,2	18,6	19,2	18,1

(1) Taux de croissance en %.

(2) Hors investissement résidentiel.

(3) Coût salarial net de subventions salariales.

(4) La valeur en fin de période, soit 2016, est présentée dans la colonne 2013-2016.

(5) Cf. glossaire.

Source : HERMREG

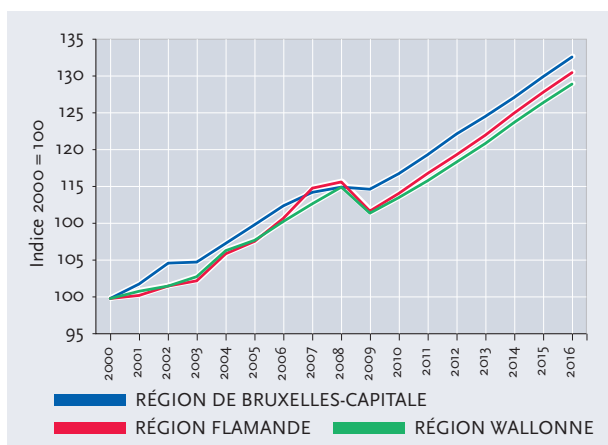
La trajectoire de croissance des PIB régionaux, représentée en indice à partir de l'année 2000 au graphique 26, révèle que même si la reprise a été légèrement moins marquée à Bruxelles, la Région s'en sort toutefois bien si l'on considère l'ensemble de l'épisode de la crise économique. Elle est en effet la seule des trois Entités à avoir dépassé dès 2010 son niveau d'avant la récession. Cependant, le graphique 27 montre également que l'impact de la crise serait permanent en termes de niveau du PIB, tant pour la Capitale que pour les deux autres régions. Puisque les rythmes moyens de croissance d'après crise sont pratiquement identiques à ceux de la décennie précédente, le déficit de richesse ne pourrait pas être rattrapé.

En 2011 et 2012, le renforcement de la demande intérieure profiterait aux activités de services présentes en masse dans la Capitale et permettrait ainsi au PIB bruxellois de renouer avec des taux de croissance plus élevés que ceux observés en 2010. À moyen terme, la contribution des différentes composantes des PIB régionaux s'équilibrerait et chaque région retrouverait un rythme de croissance réelle proche de son évolution tendancielle. Entre 2013 et 2016, Bruxelles enregistrerait une progression de 2,1 % par an en moyenne, soit un différentiel de 0,1 % par rapport à la Flandre.

Comme pour le PIB, la contraction des **investissements** des entreprises en 2009 aurait été moins marquée à Bruxelles (-2,8 %) que dans le reste du pays (-6,4 %), en partie en raison de la baisse déjà observée en 2008 (tableau 5). La reprise des investissements dans la Capitale se ferait ensuite attendre puisque la croissance resterait négative en 2010 (-1,4 %, soit une valeur proche de la moyenne nationale) et à peine positive en 2011 (+0,3 % seulement alors que le Royaume enregistrerait déjà une progression de 4 %). Ce n'est qu'en deuxième partie de projection que les entreprises bruxelloises retrouveraient une croissance soutenue de leur formation brute de capital fixe atteignant 2,5 % par an en moyenne entre 2013 et 2016 (soit seulement 0,1 point de pourcentage de moins qu'au niveau belge).

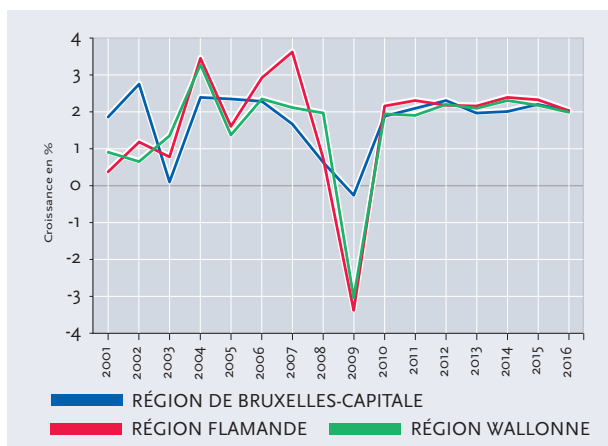
Dans la mesure où Bruxelles pâtit d'un niveau de chômage structurel élevé, il est intéressant de voir si ses performances de croissance projetées à moyen terme s'accompagneraient de la **création d'emplois** supplémentaires, même si une partie seulement de ceux-ci bénéficieraient aux résidents bruxellois. En raison d'une récession moins prononcée que dans le reste du pays et grâce aux diverses mesures anti-crise, notamment en matière de chômage temporaire, l'impact du ralentisse-

GRAPHIQUE 26 : Évolution des PIB régionaux en volume (indice, 2000 = 100)



Source : HERMREG

GRAPHIQUE 27 : Évolution des PIB régionaux en volume (croissance en %)



Source : HERMREG

ment économique sur le marché du travail dans la Capitale s'est révélé relativement limité, comme on peut le voir au tableau 5. Bruxelles est ainsi la seule région à avoir enregistré une croissance (très légèrement) positive du nombre de personnes occupées en 2009. En pratique, la réduction du nombre d'heures prestées a permis d'absorber une grande partie du choc conjoncturel. La productivité réelle par tête a dès lors joué le rôle de variable d'ajustement, accusant une baisse de près de 1 % dans les branches marchandes en 2009. Dès 2010, les gains de productivité redeviendraient positifs à la suite de la reprise de l'activité économique et d'une légère progression du marché du travail qui réagit avec un certain retard aux évolutions de l'activité économique. À moyen terme, le contenu de la croissance de l'économie bruxelloise se répartirait de façon équilibrée entre l'augmentation soutenue de l'emploi intérieur (+1 % entre 2013 et 2016) et les gains de productivité (+1 % dans les branches marchandes durant la même période). Concrètement, cela signifie que la Capitale créerait en moyenne près de 7 300 emplois nets par

année, soit un total d'un peu plus de 29 000 personnes supplémentaires au travail de 2013 à 2016. Dans une perspective historique, la croissance de la productivité dans les activités marchandes à Bruxelles sur l'ensemble de la période de projection se situerait nettement en deçà par rapport aux années 1996 à 2002, caractérisées par une forte progression du PIB, où elle atteignait 2 % par an en moyenne.

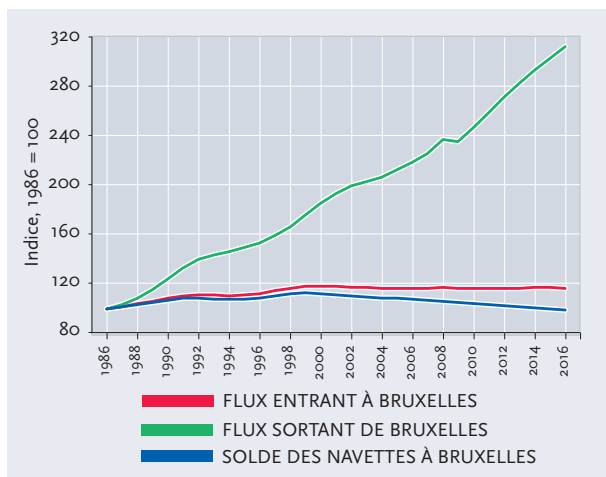
Toutefois en parallèle, l'évolution du **coût du travail** serait plus favorable dans la Capitale comparée à la moyenne nationale, impliquant une amélioration relative de la compétitivité de la Région. En 2010 et 2011, Bruxelles enregistrerait ainsi une baisse du coût salarial réel par tête dans les branches d'activité marchande sensiblement plus marquée qu'au niveau de l'ensemble du pays. La tendance repartirait à la hausse dès 2012 mais la Région conserverait un léger écart en sa faveur (+1,4 % par an en moyenne sur la période 2013-2016, contre 1,5 % pour le Royaume).

Après avoir examiné les résultats relatifs à la demande de travail régionale, il faut envisager les déterminants de l'offre de main-d'œuvre à Bruxelles afin de connaître les perspectives de chômage à moyen terme. Sur ce plan, la Région doit faire face à un **défi démographique** majeur puisque, selon le scénario retenu, sa population d'âge actif (15-64 ans) croîtrait six fois plus rapidement qu'en Flandre sur l'ensemble de la période de projection (+1,8 % par an en moyenne contre +0,3 %). Si l'on prend en compte les comportements d'entrée et de sortie sur le marché du travail, l'évolution de la population active dans la Capitale (également +1,8 % entre 2010 et 2016) resterait encore trois fois plus rapide par rapport au Nord et au Sud du pays. Dès lors, la hausse soutenue de l'emploi intérieur projetée pour Bruxelles (+0,9 % sur la même période) ne suffirait pas à absorber l'accroissement de sa population active et s'accompagnerait d'une augmentation du chômage, d'autant qu'une fraction seulement des nouveaux emplois créés profiteraient aux habitants de la Région.

Toutefois, les graphiques 28 et 29 montrent que l'évolution des **flux de navettes** interrégionales à moyen terme devrait compenser en partie ce mouvement et bénéficier à l'emploi des résidents bruxellois. En effet, le nombre de navetteurs quittant Bruxelles pour aller travailler dans les régions voisines progresserait de 26,4 % à l'horizon 2016, ce qui représente plus de 15 000 migrations quotidiennes supplémentaires. En revanche, le flux de navettes entrant dans la Capitale prolongerait la tendance quasiment stable observée au cours des dernières années, enregistrant une augmentation cumulée de seulement 1 237 unités entre 2010 et 2016 (+0,4 %). Cette stabilité masquerait deux mouvements qui s'opposent depuis deux ou trois ans et se confirmeraient en projection : une hausse des entrées de travailleurs wallons sur le territoire bruxellois qui compenserait à peine la baisse

du nombre de travailleurs en provenance de Flandre. Au final, les entrées nettes des navetteurs vers la Région se réduiraient d'environ 14 000 unités au cours de la période de projection, rendant autant d'emplois disponibles pour les résidents bruxellois. En conséquence, la part des emplois localisés dans la Capitale et occupés par des personnes qui y habitent augmenterait à moyen terme, confirmant le retournement intervenu en 2000. Cette part passerait ainsi de 46,3 % en 1999 à 53,4 % en 2016. Le **taux d'emploi** au sein de la Région se renforcerait également quelque peu pour atteindre 59,3 % en fin de projection, venant de 58,2 % en 2010 (tableau 5). Malgré cette amélioration, Bruxelles resterait néanmoins nettement en deçà de la valeur nationale (65,6 %).

GRAPHIQUE 28 : Évolution des flux de navettes à Bruxelles (indice, 1986 = 100)

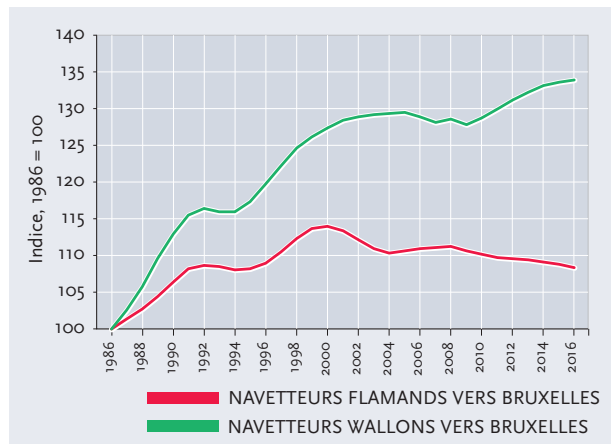


Source : HERMREG

• Résultats sectoriels pour la Région de Bruxelles-Capitale

La structure d'activité de l'économie bruxelloise a connu d'importantes mutations au cours des dernières décennies. Elle se caractérise notamment par une spécialisation importante et croissante dans le secteur tertiaire, en particulier dans les services marchands dont la part dans la valeur ajoutée régionale passerait de 63,1 % en 1980 à 73,2 % en 2016 (de 50 % à 61,3 % en Flandre sur la même période). Corollairement, le poids de l'industrie manufacturière déjà très faible à Bruxelles diminuerait encore de moitié, passant de 9,7 % à 4,6 % entre 1980 et 2016 (de 19,2 % à 18,8 % pour la Région flamande). La tendance à la désindustrialisation semble toutefois s'être ralentie progressivement en termes de valeur ajoutée dans le courant des années 2000 même si les projections révèlent que la chute de l'emploi industriel se poursuivrait selon son rythme historique (près de 50 000 travailleurs en moins entre 1985 et 2016).

GRAPHIQUE 29 : Évolution des flux de navettes entrantes à Bruxelles (indice, 1986 = 100)



Source : HERMREG

La combinaison des évolutions projetées de la demande et de l'offre de travail ainsi que de la mobilité interrégionale permet ensuite de déterminer les perspectives de **chômage** à moyen terme sur le territoire bruxellois. Après la hausse importante intervenue en 2009 en raison de la crise, la croissance du nombre de chômeurs (définition BfP) resterait positive entre 2010 et 2012 mais décélérerait progressivement (tableau 5). À partir de 2013, le chômage se stabiliserait quasiment et diminuerait même de 1,3 % en 2016. Toutefois, les résultats révèlent un impact à long terme de la crise sur le niveau de chômage puisqu'en fin de projection, le nombre de chômeurs atteindrait 117 500 unités, soit près de 15 000 personnes supplémentaires par rapport à 2008, c'est-à-dire avant la récession. Le taux de chômage (définition BfP) passerait, lui, de 21,2 % à 19,5 % entre 2010 et 2016, retrouvant presque son niveau de 2008.

Ces spécificités et changements constatés au niveau de la structure d'activité expliquent en partie les performances économiques passées de la Région et leur évolution à moyen terme. La transition vers une économie de plus en plus orientée vers les services a permis à la Capitale de connaître une croissance élevée de son PIB, notamment durant les années fastes de 1996 à 2002. À cette époque, les branches du transport et des communications ainsi que du crédit et des assurances constituaient les principaux moteurs de la croissance à Bruxelles. Même si ces secteurs continueraient à enregistrer de bons résultats d'ici 2016 (progression moyenne de leur valeur ajoutée légèrement supérieure à 2 % en projection), ils ne joueraient plus le rôle de principal moteur de la croissance régionale durant la période de projection, laissant ainsi le relais à d'autres branches d'activité.

C'est le cas en particulier des **autres services marchands** qui se sont révélés particulièrement dynamiques ces dernières années dans la Capitale, affichant même une croissance positive en 2009 dans le contexte de la crise, contrairement au reste du pays (tableau 7). Représentant plus d'un quart de la valeur ajoutée et de l'emploi bruxellois, cette branche très hétérogène qui regroupe entre autres les services aux entreprises et aux personnes contribuerait massivement à la croissance régionale durant la période de projection. Après un léger ralentissement en 2010 et 2011, l'activité de ce secteur enregistrerait une progression de 2,8 % par an en moyenne entre 2013 et 2016. Au niveau de l'emploi, cela se traduirait par plus de 34 000 embauches supplémentaires sur l'ensemble de la projection. À moyen terme en effet, la poursuite de la tertiarisation de l'économie devrait renforcer la demande de toute une série de prestations de services dans le chef des entreprises et donc bénéficier

aux nombreuses activités reprises dans ce secteur très dynamique des services aux entreprises¹⁹. De leur côté, les services destinés aux personnes devraient profiter de l'accroissement escompté de la population de la Région et de l'augmentation des besoins qui l'accompagne.

Dopée également par l'évolution démographique bruxelloise, la branche de la **santé** et de l'**action sociale** afficherait aussi de bonnes performances en projection, comme on peut l'observer au tableau 7. Ce secteur, peu concerné par les fluctuations du commerce international, enregistrerait une croissance robuste de sa valeur ajoutée, atteignant 2,6 % en moyenne annuelle sur l'ensemble de la période de projection. De même, la croissance de l'emploi y serait particulièrement vigoureuse (+2,1 % par an entre 2010 et 2016 avec toutefois un léger fléchissement en fin de période), ce qui représenterait une augmentation cumulée de près de 8 000 travailleurs nouvellement occupés.

Focus : les professions libérales à Bruxelles

Les statistiques de l'INASTI²⁰ relatives aux travailleurs assujettis au statut social des indépendants offrent un éclairage différent sur l'activité économique. L'évolution des professions libérales en particulier permet d'illustrer le dynamisme observé en Région bruxelloise de certaines prestations de services à destination des entreprises ainsi que de certaines activités dans le domaine de la santé.

C'est le cas notamment dans les professions diverses à caractère intellectuel (conseillers, spécialistes et experts en matière de finance, d'assurance, de communication, d'informatique, d'environnement, d'interventions socio-économiques, etc.) qui ont connu un essor important au cours des dernières années, comme on peut le constater au tableau 6. À Bruxelles, le nombre d'indépendants actifs dans cette catégorie des professions intellectuelles a bondi de 71,1 % entre 2005 et 2009 (+60 % au niveau national). À titre de comparaison, le nombre total d'assujettis au statut social des indépendants établis dans la Capitale a augmenté de «seulement» 15,5 % sur la même période. La Région, en tant que centre d'activités tertiaires au niveau national et international, se démarque également par la concentration élevée de ces professions diverses à caractère intellectuel sur son territoire. Leur part dans le nombre total d'indépendants atteignait ainsi 7,3 % en 2009, contre 4,4 % pour l'en-

semble du Royaume. Globalement, la proportion des professionnels libéraux s'élevait à 33,9 % à Bruxelles et à 24,5 % pour la Belgique.

D'autres activités libérales ont d'ailleurs aussi enregistré de bonnes performances comme celles regroupées dans la catégorie des lettres (+13,6 % à Bruxelles de 2005 à 2009). On y retrouve notamment toute une série de professions proposant des services aux entreprises (traducteurs, interprètes, publicistes, etc.). Dans le domaine de la santé cette fois, le secteur paramédical (psychologues, infirmiers, accoucheuses, thérapeutes, masseurs, etc.) s'est particulièrement mis en évidence avec une progression du nombre de travailleurs indépendants de 11,7 % entre 2005 et 2009.

En revanche, certaines activités libérales plus traditionnelles installées dans la Capitale ont enregistré sur cette période des taux de croissance moins élevés (+4,2 % pour les avocats, +2,6 % pour les architectes), légèrement négatifs (-0,9 % pour les professions de l'immobilier et du chiffre qui regroupent les géomètres, les ingénieurs, les comptables, les experts, etc.), voire en forte diminution comme dans certaines professions de la santé (-8,5 % pour les médecins et les chirurgiens, -23,5 % pour les pharmaciens).

¹⁹ Les services aux entreprises regroupent notamment les activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion, d'architecture et d'ingénierie ainsi que la publicité, la sélection et la fourniture de personnel (e.g. l'intérim), la sécurité, le nettoyage, les services de secrétariats et de traduction, les centres d'appel, etc.

²⁰ Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

TABLEAU 6 : Nombre de travailleurs assujettis au statut social des indépendants (1)

	Région de Bruxelles-Capitale				Royaume			
	2005	2009	Croissance 2005-2009 (%)	Part 2009 (%)	2005	2009	Croissance 2005-2009 (%)	Part 2009 (%)
Professions libérales, dont notamment	23 686	28 546	20,5	33,9	183 719	226 735	23,4	24,5
<i>Médecins, chirurgiens</i>	3 646	3 337	-8,5	4,0	28 493	27 572	-3,2	3,0
<i>Dentistes</i>	819	788	-3,8	0,9	7 258	7 112	-2,0	0,8
<i>Pharmaciens</i>	409	313	-23,5	0,4	4 332	3 808	-12,1	0,4
<i>Vétérinaires</i>	185	167	-9,7	0,2	4 035	4 214	4,4	0,5
<i>Paramédical</i>	2 666	2 979	11,7	3,5	35 319	41 774	18,3	4,5
<i>Lettres</i>	1 241	1 410	13,6	1,7	5 755	7 354	27,8	0,8
<i>Avocats</i>	3 276	3 412	4,2	4,1	14 925	15 964	7,0	1,7
<i>Professions de l'immobilier et du chiffre</i>	1 138	1 128	-0,9	1,3	10 548	10 703	1,5	1,2
<i>Architectes</i>	2 213	2 270	2,6	2,7	14 029	15 254	8,7	1,6
<i>Professions intellectuelles diverses</i>	3 612	6 181	71,1	7,3	25 434	40 799	60,4	4,4
Total des assujettis INASTI	72 886	84 176	15,5	100	860 800	925 946	7,6	100,0

(1) À savoir, les indépendants en personnes physiques, les aidants et les administrateurs de société.

Source : INASTI

La branche du **commerce** et de l'**horeca** – en perte de vitesse continue depuis les années 1980 et fortement touchée par la crise en 2009 – renouerait avec une croissance positive de 2,1 % par an en moyenne entre 2010 et 2016 (tableau 7). Cette reprise constituerait une véritable renaissance de ce secteur traditionnellement important pour Bruxelles. Malgré un bilan mitigé en termes de création d'emploi (seulement 955 travailleurs supplémentaires sur l'ensemble de la période de projection), le commerce et l'horeca représenteraient encore tout de même près de 15 % de l'emploi de la Capitale à l'horizon 2016. À moyen terme, le commerce devrait également profiter du rebond conjoncturel ainsi que de la croissance démographique bruxelloise.

Malgré une tendance structurelle lourde vers la désindustrialisation (surtout au niveau de l'emploi), Bruxelles peut encore compter sur des activités industrielles qui continuent à créer de la valeur ajoutée. De façon générale, ces activités sont fortement orientées vers les exportations, ce qui les expose en première ligne aux fluctuations à la hausse ou à la baisse des échanges com-

merciaux internationaux. La branche la plus dynamique dans la production manufacturière serait de loin celle des **biens d'équipement** qui, sur le territoire de la Capitale, concerne principalement la construction automobile. Après une année 2009 difficile (chute de la valeur ajoutée de plus de 12 % en volume), on constate au tableau 7 que le secteur profiterait dès 2010 du rebond conjoncturel de l'économie mondiale pour atteindre une croissance annuelle moyenne de 3,2 % en première partie de projection. Le succès commercial des modèles de voiture produits par l'usine Audi localisée à Forest n'est certainement pas étranger à ces bonnes performances. La progression de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur des biens d'équipement devrait toutefois s'amenuiser à moyen terme (+1,2 % entre 2013 et 2016). De son côté, la production de **biens de consommation** – la plus grande branche manufacturière à Bruxelles – a subi de plein fouet la récession de 2009. À partir de 2011, le secteur renouerait avec une croissance certes très modeste (+0,5 % en moyenne de 2013 à 2016) mais qui marquerait un retournement de tendance après la baisse enregistrée depuis le début des années 2000.

TABLEAU 7 : Principaux résultats sectoriels pour la Région de Bruxelles-Capitale

	Croissance VA (%)			Croissance VA Moyennes (%)		Part dans la VA (%)	Part dans l'emploi (%)	Variation de l'emploi (nombre)
	2009	2010	2011	2010-2016	2013-2016	2016	2016	2010-2016
1. Agriculture	2,6	-1,4	0,4	0,5	1,1	0,0	0,1	24
2. Énergie	0,8	3,1	2,8	2,2	1,9	4,8	1,0	275
3. Industries manufacturières	-6,9	2,3	0,9	0,9	0,2	4,6	3,3	-4 184
a. Biens intermédiaires	-1,4	6,8	0,4	0,8	-1,0	1,4	0,8	-1 494
b. Biens d'équipement	-12,4	5,0	2,1	2,1	1,2	1,3	1,0	-1 193
c. Biens de consommation	-7,3	-3,1	0,5	0,2	0,5	1,8	1,4	-1 498
4. Construction	-1,6	-0,4	3,2	1,0	0,7	1,9	2,8	202
5. Services marchands	-0,7	1,9	2,3	2,4	2,5	73,2	68,2	42 204
a. Transports et communication	-4,0	0,3	-0,1	2,0	3,0	10,0	6,4	-1 119
b. Commerce et horeca	-7,4	2,9	1,9	2,1	1,8	10,6	14,1	955
c. Crédit et assurances	0,3	1,8	3,2	2,1	1,9	19,2	8,5	378
d. Santé et action sociale	1,1	1,1	4,5	2,6	2,8	4,6	9,8	7 897
e. Autres services marchands	2,4	2,1	2,1	2,6	2,8	28,7	29,3	34 094
6. Services non-marchands	1,9	1,0	0,6	1,4	1,6	15,4	24,7	2 418
a. Administration publique et éducation	1,9	1,0	0,7	1,5	1,7	15,3	24,1	6 458
b. Services domestiques	1,6	-3,0	-7,6	-9,6	-12,1	0,1	0,6	-4 041
7. Total	-0,5	1,7	1,9	2,1	2,2	100,0	100,0	40 941

Source : HERMREG

Enfin, la branche des **biens intermédiaires** afficherait de bonnes performances en première partie de projection mais la croissance de la valeur ajoutée du secteur se dégraderait nettement par la suite (-1 % par an entre 2013 et 2016). Globalement, l'industrie manufacturière aurait plutôt bien réagi dans l'immédiat après-crise mais stagnerait ensuite avec une croissance annuelle moyenne de seulement 0,2 % à moyen terme. Quant à l'emploi manufacturier bruxellois, il se réduirait encore de plus de 4 000 unités sur l'ensemble de la période de projection.

En définitive, on retiendra que la **diversification des relais de croissance** constitue plutôt un élément positif en faveur d'une croissance économique plus durable et plus équilibrée à Bruxelles. Le dynamisme affiché par les

services aux entreprises devrait permettre de consolider la position historique de la Région en tant que pôle financier et de services, centre de décisions et d'affaires, capitale nationale et internationale. En parallèle, le développement du commerce et des services aux personnes, secteurs caractérisés par un ancrage local fort et l'utilisation d'une main-d'œuvre moins qualifiée, pourrait offrir une réponse au défi démographique de la Capitale, tant au niveau de la création d'emplois pour les habitants qui y résident que de la satisfaction des besoins liés à une population en forte croissance. Afin de bénéficier de ces opportunités, la Région de Bruxelles-Capitale devra néanmoins résoudre certains problèmes structurels qui entravent le bon fonctionnement de son marché du travail, notamment en termes d'inadéquation entre l'offre et la demande de travail.

3.3. Comptes de revenus des ménages

Les perspectives économiques régionales intègrent depuis 2010 la ventilation d'une série d'agrégats relatifs aux comptes de revenus des ménages selon la région de leur lieu de domicile. Les variables projetées (pour la plupart à partir de 2009) sont exprimées à prix courants et concernent deux volets principaux. Premièrement, le

compte d'affectation des revenus primaires qui enregistre les revenus des résidents d'une région résultant directement de l'activité économique²¹. Deuxièmement, le compte de distribution secondaire du revenu qui reprend les transferts courants entre les ménages et les autres agents économiques (principalement l'État)²².

• Contexte national

La récession économique a entraîné une dégradation du solde des revenus primaires des ménages belges en 2009 (-1,3 %). En effet, si les rémunérations des salariés ont relativement bien résisté à la crise dans la lignée de l'emploi, l'excédent d'exploitation et le revenu mixte des indépendants et surtout les revenus nets de la propriété ont de leur côté fortement chuté. Toutefois, les ménages ont pu compter sur une croissance nominale du revenu disponible légèrement positive en 2009 (+1,1 %), grâce aux effets stabilisateurs des mécanismes de transferts et de solidarité qui le rendent généralement moins sensible aux aléas conjoncturels. Les prestations de sécurité sociale en espèces ont ainsi augmenté de 7,3 %, poussées en particulier par la hausse importante des dépenses de chômage (+19,4 %). En 2010 et 2011, le revenu disponible se redresserait, avec des taux de croissance nominale de respectivement 2,1 % et 4,1 %.

Dans une perspective historique, les projections indiquent que la progression du revenu disponible au niveau national aurait tendance à s'accélérer à moyen terme. Elle passerait de 2,8 % en moyenne annuelle entre 1996 et 2002 à 3,3 % sur la période 2003-2009 et enfin à 3,7 % pour les années 2010 à 2016. La croissance plus soutenue des revenus primaires en projection (+4 %) expliquerait en partie cette accélération. Du côté de l'ensemble des prestations sociales, l'évolution projetée entre 2010 et 2016 (+4,2 %) serait pratiquement stable par rapport à la période précédente mais les prestations de sécurité sociale en espèces augmenteraient moins vite en raison notamment du ralentissement progressif des dépenses liées au chômage après la crise. Enfin, la forte croissance des impôts courants sur les revenus des particuliers sur l'ensemble de la période de projection atténuerait quelque peu l'accélération attendue pour le revenu disponible.

• Résultats pour la Région de Bruxelles-Capitale

La croissance projetée du revenu disponible des ménages bruxellois serait sensiblement plus rapide que la moyenne nationale. Elle atteindrait 4,3 % par an entre 2010 et 2016 (tableau 8), contre 3,7 % à l'échelle du Royaume. La forte croissance des revenus primaires à Bruxelles expliquerait l'essentiel de cette performance. En effet, les rémunérations des travailleurs de la Capitale auraient déjà bien résisté à l'épisode de la crise en 2009, parvenant à maintenir une progression pratiquement deux fois plus élevée qu'au niveau national. Cette meilleure résistance trouverait en partie son origine dans la hausse limitée du nombre de chômeurs bruxellois traditionnellement moins affecté par les chocs conjoncturels²³. À moyen terme, la

Région verrait l'évolution de sa masse salariale s'accélérer encore pour atteindre 5,6 % en moyenne annuelle sur la période 2013-2016, soit un différentiel de 0,9 point de pourcentage par rapport à l'ensemble du Royaume. Étant donné que la croissance des salaires par tête à Bruxelles est moins élevée que dans le reste du pays, cet écart proviendrait essentiellement d'une augmentation plus importante du nombre de salariés sur le territoire de la Région. Selon la même logique, les travailleurs indépendants bruxellois bénéficieraient d'un accroissement de leurs effectifs qui se traduirait également par une nette hausse de leurs revenus tout au long de la période de projection (+4,7 % par an en moyenne).

²¹ Il s'agit des rémunérations des salariés, du revenu mixte des indépendants, de l'excédent d'exploitation et des revenus nets de la propriété.

²² Il s'agit notamment des prestations sociales en espèces (chômage, prépensions, pensions du secteur privé, allocations familiales, indemnités de maladie-invalidité, etc.), des prestations d'assistance sociale (revenus d'intégration, allocations aux personnes handicapées, etc.), des prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (pensions du secteur public essentiellement) ainsi que des impôts courants et des cotisations sociales.

²³ La structure d'activité de l'économie bruxelloise ainsi que le niveau déjà élevé du taux de chômage dans la Capitale expliquent pourquoi le nombre de chômeurs se révèle généralement moins sensible aux variations de la conjoncture que dans le reste du pays.

TABLEAU 8 : Comptes de revenus des ménages pour la Région de Bruxelles-Capitale

	Croissance (en %)				Croissance Moyennes (en %)			Part (en %)
	2009	2010	2011	2012	2003-2009	2010-2016	2013-2016	2016
1. Compte d'affectation des revenus primaires								
<i>Excédent d'exploitation (B.2n) et revenu mixte (B.3n)</i>	-2,7	3,6	4,4	4,2	2,4	4,0	4,0	16,0
<i>Rémunérations des salariés (D.1)</i>	2,4	1,7	4,6	4,8	3,6	4,8	5,6	93,2
<i>Revenus nets de la propriété (D.4)</i>	-12,8	6,5	7,0	5,7	-0,3	4,8	3,6	14,8
2. Solde des revenus primaires (B.5n)	-0,4	2,5	4,9	4,8	2,9	4,7	5,2	124,0
3. Compte de distribution secondaire du revenu								
a. RESSOURCES								
<i>Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)</i>	5,8	3,2	4,5	4,3	3,7	4,0	4,0	21,0
<i>Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)</i>	7,8	3,3	4,4	4,9	2,1	4,8	5,3	3,5
<i>Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)</i>	6,5	5,2	-2,4	2,6	1,4	3,1	4,1	4,7
<i>Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)</i>	7,6	7,3	5,4	5,1	9,8	4,7	3,7	3,4
b. EMPLOIS								
<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine... (D.5)</i>	-3,5	5,0	5,1	5,0	1,5	5,8	6,3	21,8
<i>Cotisations sociales (D.61)</i>	1,3	1,6	4,2	4,6	3,0	4,6	5,5	33,8
<i>Solde des autres transferts courants (D.7)</i>	0,0	-2,6	-5,4	3,7	-4,3	0,3	1,5	1,1
4. Revenu disponible (B.6n)	1,9	2,8	4,7	4,7	3,5	4,3	4,5	100,0

Source : HERMREG

Au tableau 8, les résultats du modèle HERMREG relatifs au compte de distribution secondaire du revenu des ménages indiquent par ailleurs que le montant total des prestations sociales destinées aux résidents de la Capitale progresserait moins vite que dans les régions voisines (+4 % entre 2010 et 2016, contre +4,2 % au Nord et +4,3 % au Sud du pays). Cette évolution masque en fait une situation plus contrastée en fonction des différentes catégories de dépenses considérées. D'un côté, la part de Bruxelles dans le total national est proportionnellement élevée et se renforcerait en cours de projection pour certaines prestations comme les dépenses de chômage, le revenu d'insertion, le revenu garanti aux personnes âgées ainsi que les allocations familiales. Dans le cas particulier des dépenses de chômage, la Région était parvenue à limiter les dégâts en 2009 (+9,1 %) en comparaison du bond spectaculaire de plus de 19 % enregistré au niveau belge. Cependant, sur l'ensemble de la période de projection, les allocations versées aux chômeurs bruxellois augmenteraient plus vite que la moyenne nationale (respectivement +3,8 % et +1 %). D'un autre côté en revanche, la part bruxelloise

est relativement faible et serait orientée à la baisse pour d'autres transferts importants tels que les prépensions et les pensions. En ligne avec la hausse marquée des revenus primaires, le montant des impôts et des cotisations sociales supporté par les ménages de la Capitale suivrait également un rythme de croissance élevé, supérieur au taux national. Entre 2010 et 2016, les prélèvements fiscaux et parafiscaux à Bruxelles progresseraient de 5,8 % et 4,6 % en moyenne annuelle.

Les écarts de croissance entre la Région et le reste du pays qui découlent des projections impliquent que la structure du compte des ménages évoluerait différemment à Bruxelles en comparaison du Royaume. Historiquement, la part de la masse salariale dans le revenu disponible est plus faible à Bruxelles mais elle se renforcerait au cours de la période de projection pour atteindre 93,2 % en 2016. Le poids des prestations de sécurité sociale en espèces (comprenant notamment les dépenses liées au chômage et aux pensions des salariés et des indépendants) ainsi que des prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (composées essen-

tiellement des pensions des fonctionnaires) est également inférieur à Bruxelles par rapport à la valeur nationale. Cependant, la Région enregistrerait une diminution de la part de ces prestations dans la formation de son revenu disponible alors qu'au niveau natio-

nal, leur poids se renforcerait. Quant aux prestations d'assistance sociale en espèces (et en particulier les dépenses liées au revenu d'insertion), elles pèseraient davantage dans le revenu disponible à Bruxelles comparativement à l'ensemble du pays.

• Revenus par tête

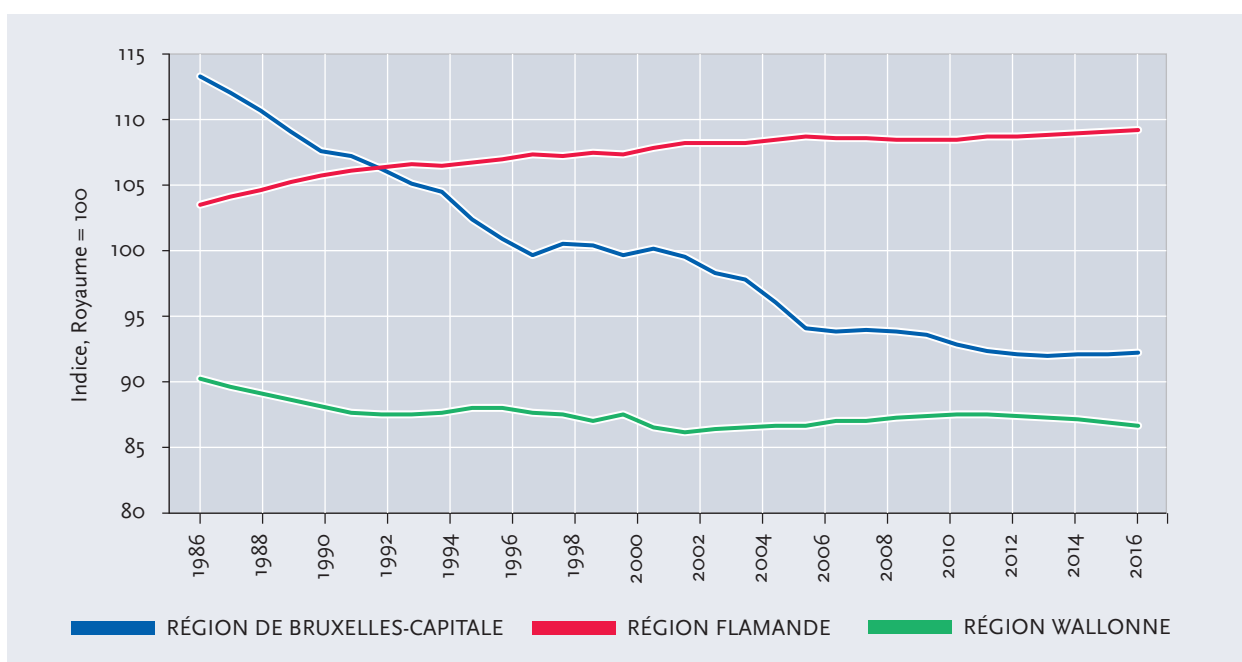
Les résultats présentés ci-dessus montrent que le solde des revenus primaires et le revenu disponible des ménages bruxellois évolueraient plus rapidement en projection que la moyenne nationale. Cependant, pour obtenir un indicateur plus pertinent et individualisé du niveau de vie des ménages de la Région sur le plan économique, il est nécessaire de rapporter ces agrégats à la population qui y réside. En prenant en compte la forte poussée démographique dans la Capitale, le surplus de croissance constaté au niveau de la base imposable serait totalement compensé par l'augmentation du nombre d'habitants. La croissance annuelle moyenne des revenus primaires par tête entre 2010 et 2016 ne serait ainsi plus que de 2,9 % à Bruxelles, contre 3,2 % en Flandre et 3 % en Wallonie. On note toutefois que la situation des ménages bruxellois se serait améliorée de 1,4 point de pourcentage par rapport à la période 2003-2009. En termes de revenu disponible par habitant, la Région enregistrerait également une évolution plus faible que ses voisines (+2,6 % par an entre 2010 et 2016, contre environ +3 % au Nord et au Sud du pays).

Les graphiques 30 et 31 montrent que ces performances s'inscrivent dans une perspective historique caractérisée par un appauvrissement continu de Bruxelles depuis le

milieu des années 1980, en termes relatifs par rapport aux autres régions. Les projections confirment cette tendance structurelle baissière. À l'horizon 2016, le ménage bruxellois moyen pourrait compter sur un revenu disponible de 20 839 euros, se rapprochant progressivement du niveau wallon (20 346 euros) et creusant l'écart avec le niveau flamand (23 939 euros).

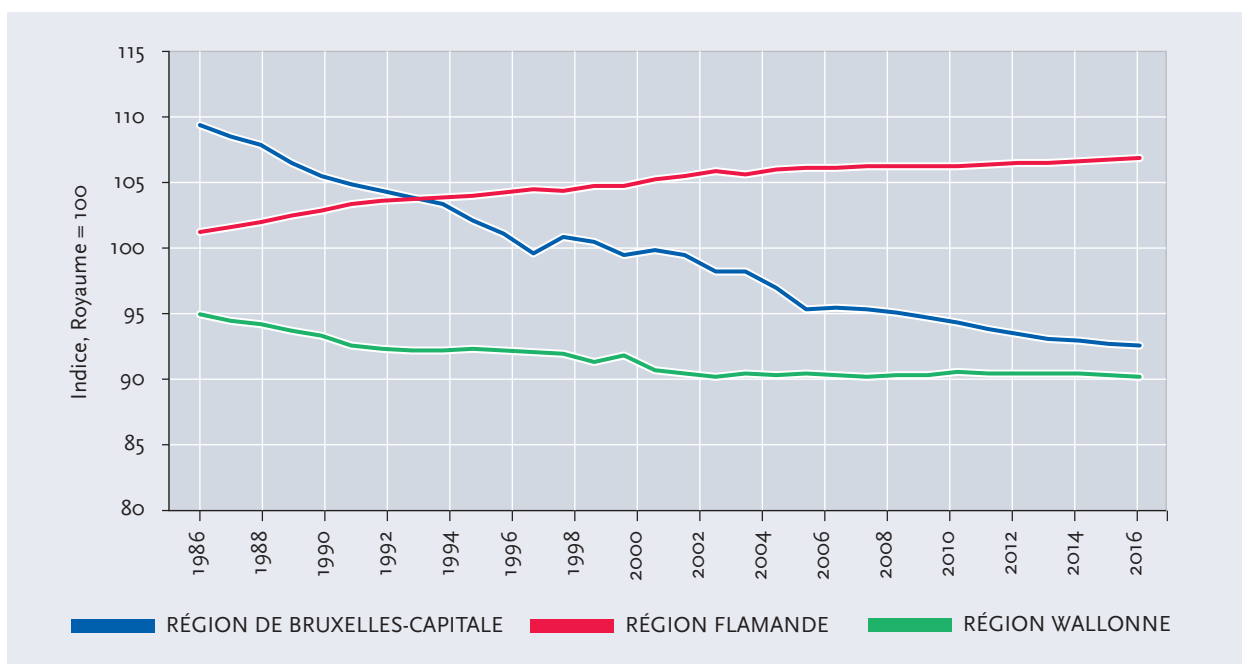
Plusieurs éléments qui ont affecté le paysage socio-économique de la Région bruxelloise au cours des dernières décennies peuvent éclairer ces évolutions. La Capitale a notamment connu un important phénomène de périurbanisation par lequel des ménages aux revenus élevés ou moyens s'établissant en périphérie ont progressivement été remplacés par des résidents aux revenus plus modestes. Par ailleurs, la population bruxelloise se caractérise par des comportements d'activité sur le marché du travail qui sont spécifiques. Il ne s'agit pas seulement d'une question de chômage élevé mais également de l'existence d'une proportion importante de catégories de personnes «inactives» sur le plan économique. Bruxelles compte ainsi une forte proportion de familles monoparentales (avec un taux d'activité traditionnellement moins élevé), d'étudiants ou encore d'enfants.

GRAPHIQUE 30 : Évolution des revenus primaires par tête (indice, Royaume = 100)



Source : HERMREG

GRAPHIQUE 31 : Évolution du revenu disponible par tête (indice, Royaume = 100)



Source : HERMREG